

Participation

La participation des populations locales à la gestion et à la conservation de la diversité biologique est essentielle à l'efficacité des activités du projet.

De nos jours, les initiatives en matière de conservation de la biodiversité reconnaissent et acceptent que la participation des populations locales est un ingrédient essentiel à la réussite d'un projet, mais c'est un phénomène relativement récent.

Pendant la plus grande partie de ce siècle, la gestion des aires protégées

s'est résumée essentiellement à un travail de surveillance et les populations locales étaient considérées comme un problème à la gestion (McNeely 1993). Maintenant, la plupart des défenseurs des ressources naturelles s'interrogent sur les efforts du passé qui ont séparé la nature et les hommes. Les défenseurs des ressources naturelles sont à présent de plus en plus nombreux à se rallier au point de vue soutenant que l'homme a toujours influencé la nature et ils sont prêts



KATHY SATERSON

Une participation accrue de la communauté, telle que cette communauté qui discute de la gestion des parcs à Burkina Faso, augmente les chances de succès du projet de conservation.

à reconnaître la sagesse d'impliquer les populations locales aux projets de conservation de la biodiversité.

La participation est une étape importante à l'identification des valeurs et des besoins des différentes parties prenantes, particulièrement de ceux qui ont d'habitude été exclus des prises de décisions, comme les communautés villageoises. C'est aussi un facteur prédominant pour bien gérer les ressources naturelles au

niveau des communautés. La contribution apportée par les groupes locaux peut être bien différente de celle apportée par les autres parties prenantes dans le projet, mais elles sont toutes également valides et nécessaires au succès d'un projet. Les participants extérieurs vont souvent fournir les fonds nécessaires, ainsi que, dans certains cas, les conseils techniques appropriés. Les communautés locales apportent le droit d'accès à la terre, leurs connaissances du milieu local et leur volonté de prendre le risque de tester des approches nouvelles dont le succès n'est pas garanti. La participation aide à assurer que les populations locales continueront à choisir comment ils vont vivre leur vie et façonner leur avenir.

Observations du Terrain

LIFE, un projet de gestion des ressources naturelles situé en Namibie de l'Est dans la région de Caprivi, illustre bien la valeur d'impliquer la population locale dans les projets de conservation de la biodiversité. Avant la mise en place du projet, un climat d'hostilité dû à la création non démocratique de deux parcs nationaux et au traitement des braconniers qui en a résulté régnait parmi les autochtones. De plus, les villageois de cette région considéraient la faune sauvage comme une source de problèmes. Ils disaient souvent, "Emportez donc vos animaux, ils nous créent trop de difficultés."

A la fin d'un long processus de négociations avec les communautés, le projet a embauché des gardes du gibier faisant partie de la communauté et appelés Gardes du Gibier de la Communauté (GGC), afin de mieux impliquer la population locale dans la conservation des ressources de leur région. Les GGC étaient nommés par la communauté et étaient responsables devant la communauté par le biais des chefs traditionnels. Le Conseil Traditionnel (le Khuta) avait la responsabilité de prendre les mesures disciplinaires nécessaires contre tout GGC dont le travail et la conduite ne donnaient pas satisfaction. La communauté a aussi choisi un de ses membres pour collationner les rapports des GGC et pour servir de liaison entre la communauté et les directeurs du projet.

La responsabilité des GGC n'était pas d'attraper les braconniers mais plutôt

Le projet LIFE, (Living in a Finite Environment/Vivre dans un Environnement Limité) est situé dans la partie est de Caprivi, la bande de terre à l'extrême Nord-est de la Namibie. Le projet est coordonné par le Fonds Mondial pour la Nature (World Wildlife Fund). Les buts de LIFE sont de

- ☛ améliorer la qualité de la vie des populations rurales en Namibie grâce à l'utilisation durable des ressources naturelles
- ☛ intensifier le développement durable de Caprivi-Est grâce à une gestion solide des ressources naturelles
- ☛ améliorer l'ensemble des ressources naturelles à la base
- ☛ fournir aux communautés locales la capacité de gérer leurs ressources naturelles en partenariat avec le gouvernement, et
- ☛ faire en sorte que les communautés rurales reçoivent directement les bénéfices socioéconomiques de la gestion des ressources naturelles.

Pour apprendre plus sur le projet LIFE, voir page 88.



d'introduire le concept de conservation à l'intérieur de la communauté. Les GGC ont travaillé avec les communautés dans toutes sortes d'activités; par exemple, ils les ont organisées pour contrôler les espèces sauvages comme les éléphants et les hippopotames et empêcher les prédateurs de détruire les récoltes et de tuer le bétail, et ils les ont mobilisées pour construire des clôtures électriques bon marché conçues particulièrement pour maintenir les éléphants à l'extérieur. Chaque communauté possédait un nombre de GGC variant de 5 à 48 en fonction du potentiel de ressources en faune sauvage et de la densité de population de la région. Les GGC étaient tenus de présenter des rapports de temps à autre

devant un forum composé de la communauté tout entière. Les GGC permettent de se renseigner sur ce qui se passe dans la communauté et sur le statut des ressources en faune sauvage.

L'approche utilisée dans le projet **LIFE** et le système des GGC ont contribué à créer, au sein de la communauté, le sentiment d'être propriétaire des ressources en faune sauvage de la région. Les GGC étaient plus enclins à gérer les ressources que les gardes forestiers gouvernementaux et les villageois leur faisaient confiance puisqu'ils faisaient partie de la communauté. Ceci a conduit à un déclin considérable des incidents de braconnage et à l'augmentation du nombre d'animaux sauvages.

Le projet du **LAC MBURO** offre une autre importante leçon sur la nécessité d'obtenir le soutien et la participation des populations locales aux projets

de conservation de la biodiversité. En 1983, le Parc National du Lac Mburo (LMNP) a été établi par le gouvernement ougandais sans consulter au préalable les communautés riveraines et les familles ont été expulsées sans dédommagement. Cette situation a naturellement conduit à des sentiments hostiles envers le parc et ses employés. Après la chute du gouvernement en 1986, les

familles expulsées ont envahi le parc, chassé le personnel et ont commencé à massacrer systématiquement la faune sauvage dans le but de l'extermination totale, de façon à ce que le gouvernement suivant n'ait aucune raison de rétablir le statut de parc national. Des milliers d'animaux ont été tués dans ce processus de nettoyage; le parc est devenu surpeuplé par des familles qui ont continué à exploiter abondamment ses ressources et ont laissé leur bétail paître dans le parc et les terrains avoisinants. Quand un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir en 1987, il a fallu bien des consultations avant d'arriver à un accord qui

Le Parc National du Lac Mburo a été établi en

Ouganda en 1983 sans consulter les communautés locales. Le projet est coordonné par l'Autorité Ougandaise pour la Protection de la Faune et de la Flore et African Wildlife Foundation (AWF), une ONG internationale. Le projet a été établi pour aider à restaurer et à maintenir la faune et la flore sauvage dans le parc et pour réduire les conflits entre les riverains et les gestionnaires du parc en faisant participer les communautés locales à la gestion et à la protection des ressources à l'intérieur et à l'extérieur du parc.

Pour apprendre plus sur le projet LAC MBURO, voir page 86.



Types de Participations Illustrés par les Projets BIOME

Type	Caractéristiques	Contexte et Activités des Projets BIOME
Participation Passive	La population est mise au courant de ce qui va se passer ou de ce qui s'est déjà passé. Cette information a tendance à être unilatérale et on ne tient pas compte des réponses de la population.	<ul style="list-style-type: none"> ✦ DZANGA-SANGHA: Déclaration du Parc National et classification de la région ✦ Pré-LIFE: Déclaration des Parcs de Mamili et de Muduma ✦ Pré-LAC MBURO: Déclaration du Parc National du Lac Mbuoro
Participation en Fournissant des Informations	La population répond à des questions préparées par des chercheurs et des directeurs de projet. Elle n'a pas l'opportunité d'influencer les débats vu que l'exactitude des conclusions n'est pas vérifiée et que celles-ci ne sont pas partagées.	<ul style="list-style-type: none"> ✦ AMCFE: Participation de la population locale à la recherche de plantes utiles
Participation par Consultation	La population est consultée et des agents externes écoutent son point de vue. Les agents externes définissent à la fois les problèmes et les solutions et peuvent les modifier en fonction des réponses de la population. La population n'intervient pas dans la prise de décision dans la mesure où son point de vue peut ne pas être pris en considération.	<ul style="list-style-type: none"> ✦ KENGO: Recherche pour identifier et documenter les légumes et les arbres fruitiers indigènes
Participation par des Récompenses Matérielles	La population participe en fournissant des ressources (par ex: main-d'œuvre contre de la nourriture ou de l'argent). Cette main-d'œuvre n'est pas impliquée dans l'expérience et n'est pas motivée à continuer l'expérience lorsque les dédommagements matériels cessent.	<ul style="list-style-type: none"> ✦ ZONES HUMIDES DE MADAGASCAR: La population locale fait partie du personnel de soutien dans les projets ✦ DZANGA-SANGHA: Les peuples Ba'Aka servent de guides dans la forêt
Participation Fonctionnelle	La population participe en formant des groupes dont le but est d'atteindre les objectifs prédéterminés liés au projet. Leur participation a tendance à survenir pendant les dernières phases d'un projet, quand les décisions importantes ont été prises. Ils peuvent devenir indépendants, mais sont dépendants, au départ, de conseillers externes.	<ul style="list-style-type: none"> ✦ NATURAMA: Formation de clubs villageois pour soutenir la gestion du Parc Kaboré Tambi ✦ VIE ET FORET: Formation de comités de développement pour gérer les cliniques villageoises ✦ ZONES HUMIDES DE MADAGASCAR: Formation de comités des pharmacies villageoises
Participation Interactive	La population participe par des analyses en commun qui mènent à des plans d'action et à la formation de groupes locaux ou au renforcement des groupes existants. Les groupes ont le pouvoir de prendre des décisions au niveau local; par conséquent, la population a intérêt à maintenir les structures et les pratiques.	<ul style="list-style-type: none"> ✦ LIFE: Gestion de la faune sauvage sur des terres communales ✦ CAMPFIRE: Initiatives de gestion des ressources naturelles par la communauté
Mobilisation Personnelle	La population participe en prenant des initiatives pour changer le système indépendamment des institutions externes. Ils peuvent ou non contester l'inégalité existant dans la répartition des richesses et du pouvoir.	<ul style="list-style-type: none"> ✦ LIFE: Etablissement de l'Association Art et Culture de Caprivi ✦ GACON: Etablissement et protection des bosquets sacrés

a rétabli 60 pour cent de l'aire protégée initiale en parc national. Dans ce contexte, un des buts principaux du projet de Conservation Communautaire du Parc National du Lac Mburo a été de développer de bonnes relations avec les communautés établies aux alentours du parc. Ceci a été bien accompli en initiant des contacts avec 13 communautés avoisinantes et en montant une campagne de sensibilisation à l'environnement, en formant des institutions communautaires, en incluant des Comités de Conservation Locaux pour faciliter la participation de la communauté à la gestion du parc, en partageant les bénéfices et en soutenant les projets initiés par la communauté visant à améliorer la qualité de vie de la population. Le résultat de toutes ces initiatives est que les communautés vivent le parc de manière bien différente et soutiennent fortement les activités de gestion.

Conclusions

Bien que l'importance de la participation des communautés locales aux projets de conservation soit maintenant largement reconnue au sein des cercles des défenseurs de la nature et en particulier au sein des dynamiques secteurs de développement rural intégré, de projets de gestion des ressources naturelles, d'initiatives de conservation de la biodiversité au niveau de la communauté et des projets parcs et populations, la participation n'est pas un principe "taille unique." Le niveau de participation et la dimension qu'elle va prendre varient en fonction de la capacité de participation des parties prenantes et des problèmes auxquels ces groupes font face pour réussir à bien gérer leurs ressources naturelles. Les types de participation des parties prenantes s'échelonnent depuis la participation passive, dans laquelle la population est simplement mise au courant de ce qui s'est passé ou de ce qui va se passer, jusqu'à la participation active, dans laquelle les populations concernées assument des responsabilités et contribuent activement à la planification d'un projet, à sa conception et à sa mise en application.

Les 11 projets BIOME démontrent clairement comment la définition de la participation peut varier d'un projet à l'autre. (*Voir Types de Participations Illustrés par les Projets BIOME à la page 21.*) On s'attend souvent à ce que les communautés qui sont concernées par des projets de conservation changent leurs manières d'utiliser les ressources. Les membres du personnel des projets BIOME ont appris que si un changement d'attitude est attendu de la part des communautés, pour que la communauté continue à soutenir le projet, elle doit être impliquée dans les prises de décision concernant la conception, la mise en application et la suivi des activités du projet. Il est vrai que tous les projets n'ont pas nécessairement besoin d'un haut niveau de participation de la communauté pour réussir. Des projets de gestion des ressources naturelles au niveau de la communauté comme **LIFE** et

LAC MBURO nécessitent certainement le soutien et l'implication maximum des membres de la communauté; alors que, d'autres projets comme **AMCFE**, qui n'ont peu ou pas du tout d'impact adverse sur le gagne-pain des membres de la communauté n'ont besoin que de leur consentement et de leur soutien passif. Les participants de BIOME ont remarqué que plus le besoin de changer radicalement l'attitude des utilisateurs des ressources était pressant, plus le niveau de participation requise par la communauté était élevé.

L'observation des projets BIOME suggère qu'à court terme les tentatives de réconcilier aussi équitablement que possible les différents besoins et priorités de toutes les parties prenantes en promouvant leur adéquate participation prendront probablement beaucoup plus de temps et demanderont des compromis bien plus considérables que les mesures de "commande et contrôle" qui sont souvent imposées de manière unilatérale quand un seul participant est impliqué (par ex: le Département des Parcs). Bien qu'une participation efficace implique probablement des coûts de démarrage assez conséquents pour pouvoir prendre en considération les besoins et les valeurs de la population, à long terme, il est probable qu'elle contribuera à la réussite de bien des projets de conservation des ressources.